



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHES PUBLICS DE MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES ET SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, av. du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 25A0120

Objet de la consultation :

Fourniture de produits d'hygiène et d'entretien spécifiques à la restauration avec mise à disposition, installation et maintenance des appareils de dosage pour le GHT Est Hérault et Sud Aveyron

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : 06/10/2025 12 :00 :00

**DEPOT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2816773&orgAcronyme=x7c>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 -	DUREE DU MARCHE PUBLIC	3
2 - 1 -	DUREE DU MARCHE PUBLIC	3
2 - 1 -	RECONDUCTION	3
ARTICLE 3 -	DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC	4
ARTICLE 4 -	PROCEDURE	4
4 - 1 -	TYPE DE PROCEDURE	4
4 - 2 -	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
4 - 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4 - 4 -	MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	5
4 - 5 -	MODIFICATIONS DES DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4 - 6 -	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES	5
4 - 7 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	5
4 - 8 -	UNITE MONETAIRE	5
4 - 9 -	MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT	5
ARTICLE 5 -	ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS	6
ARTICLE 6 -	MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES	8
6 - 1 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS (LOTS 1 ET 3 UNIQUEMENT)	8
6 - 2 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS	8
6 - 3 -	PRESENTATION DES PLIS	8
6 - 4 -	CONTENU DES PLIS	8
6 - 5 -	ENVOI ET RECEPTION DES PLIS	12
ARTICLE 7 -	VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	12
ARTICLE 8 -	EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES	13
➤	Critère 1 : Valeur technique	13
➤	Critère 2 : Prix :	14
➤	Critère 3 développement durable	15
ARTICLE 9 -	VARIANTES	15
9 - 1 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUMISSIONNAIRES (VARIANTES LIBRES)	15
9 - 2 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR (PSE OBLIGATOIRES OU FACULTATIVES OU SOLUTIONS ALTERNATIVES)	15
ARTICLE 10 -	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC	16
ARTICLE 11 -	NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC	16
ARTICLE 12 -	ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX	17
12 - 1 -	INSTANCES CHARGEES DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	17
12 - 2 -	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	17

Le marché porte sur les fournitures et prestations de service suivantes :

Fourniture de produits d'hygiène et d'entretien spécifiques à la restauration avec mise à disposition, installation et maintenance des appareils de dosage pour le GHT Est Hérault et Sud Aveyron

Pour les établissements suivants :

- CHU de Montpellier
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- CH de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau,
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron

La consultation aboutira à un :

- ☒ Accord cadre à bons de commande
- ☐ Avec montant maximum par lot fixé à l'article 1.2.2 du CCAP

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

- 39830000-9 Produit de nettoyage
- 39831210 Détergents pour lave-vaisselle
- 39831250 Solutions de rinçage
- 39831200 – Détergents
- 39224300 - Balais et brosses et autres produits de nettoyage ménager.

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :

- 37.011 - Produits d'entretien à usage domestique et articles de droguerie
- 37.013 - Articles d'hygiène
- 35.023 - Matériel de nettoyage professionnel
- 81.37 Maintenance des machines et équipements à usage de restauration

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE PUBLIC

2 - 1 - Durée du marché public

Les présents marchés publics seront conclus pour une durée de 1 an à compter de leurs dates de notification. La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au 01/02/2026.

2 - 1 - Reconduction

Le marché est-il reconductible ?

- ☒ Oui ☐ Non

- Pour tous les lots sauf le lot 3 :

Le marché public sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 3 ans (période ferme comprise).

En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord-cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

L'accord-cadre prend fin pour tous les établissements membres du GHT le **31/01/2029**.

➤ Pour le lot 3 :

Le marché public sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise).

En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord-cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC

3 - 1 - Tranches

Il est prévu une décomposition en tranches :

☐ Oui ☒ Non

3 - 2 - Lots

Il est prévu une décomposition en lots

☒ Oui ☐ Non

Les lots sont décrits au CCAP

3 - 3 - Phases

Il est prévu une décomposition en phases :

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 4 - PROCEDURE

4 - 1 - Type de procédure

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

4 - 2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 8 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement.

4 - 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement et ses annexes dont les annexes
 - Annexe 1 : Bordereau de prix
 - Annexe 2 : Remise
 - Annexe 3 : Ristourne » (Pourcentage de ristourne sur le chiffre d'affaire)
 - Annexe 4 : Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT
- le Règlement de la Consultation et ses 5 annexes :
 - Annexe 1 : Etat des besoins estimatifs ;
 - Annexe 2 : Cadre de réponse développement durable
 - Annexe 3 : Dématérialisation
 - Annexe 4 : Note relative à la dématérialisation des factures
 - Annexe 5 : Documents et attestations à fournir par le candidat attributaire
- le cahier des clauses administratives particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de

l'administration fait foi et ses 4 annexes :

- Annexe 1 : Liste des établissements parties du GHT
- Annexe 2 : Développement durable
- Annexe 3 : Portail PAD - Données obligatoires catalogues
- Annexe 4 : Portail PAD description de la solution
- Annexe 5 : Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers
- Annexe 6 : Indices à utiliser pour les révisions de prix

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses 6 annexes ;
 - Annexe 1 : Descriptions techniques et fonctionnelles des produits
 - Annexe 2 : Liste du matériel
 - Annexe 3 : Lots 1 et 3 Cadre de mémoire technique
 - Annexe 4 : Lots 2-4-5- 6-7 et 8 Cadre de mémoire technique
 - Annexe 5 : Dossier technique ECOLAB
 - Annexe 6 : Fiche technique CONVOTHERM

-L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » à compléter et signer

- les formulaires "Lettre de candidature - désignation du mandataire par ses co-traitants", "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement", "Déclaration de sous-traitance".

- La lettre d'engagement à signer le contrat d'adhésion au portail PAD ou qu'il a déjà signé un contrat d'adhésion au portail PAD

- le contrat d'affiliation PROACTIS (adhésion au portail PAD)

4 - 4 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

4 - 5 - Modifications des détails du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 - 6 - Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

4 - 7 - Renseignements complémentaires

Les candidats pourront, jusqu'à 10 jours maximum avant la date de remise des plis, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

4 - 8 - Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

4 - 9 - Mode de financement et de règlement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le financement sera basé sur le budget du CHU (de chaque établissement membre du GHT).

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours

5 - 1 - Essais ou démonstrations

Dans le cadre de la présente consultation, l'acheteur appréciera les offres à partir des :

☒ Essais ou tests réalisés sur les échantillons de produits fournis par le candidat

Dans le cadre de la présente consultation, le soumissionnaire fournira :

☒ **Echantillons** (élément qui sert à évaluer un produit.)

Les candidats devront présenter un échantillon de produit conforme à celui proposé dans le dossier d'offre.

Modalités de remise des échantillons et/ou spécimens :

En application de l'article R.2132-12 6° du code de la commande publique, l'acheteur accepte la remise d'échantillons matériels, dans le délai de remise des offres.

Les échantillons et seront envoyés à l'attention de Monique ALMUNEAU et Lisa BOUAFFAR, à l'adresse suivante :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
CHU - PLATEFORME LOGISTIQUE
499 Rue du Caducée
34790 Grabels**

Ils doivent être envoyés avant la date limite de réception des offres et devront être remis en main propre contre récépissé, ou s'ils sont adressés par la poste, par tout moyen donnant date et heure certaine.

Les échantillons devront **IMPERATIVEMENT** être identifiés par une étiquette mentionnant :

-le numéro d'affaire de la consultation,
-le nom du candidat,
-le numéro du lot/sous lot de la consultation,
-la référence et l'intitulé du produit

La mention suivante devra être lisiblement indiquée sur les différents colis :

**APPEL D'OFFRES- AFFAIRE 25A0120
Fourniture de produits d'hygiène et d'entretien spécifiques à la restauration avec mise à disposition, installation et maintenance des appareils de dosage pour le GHT Est Hérault et Sud Aveyron
ECHANTILLON - LOT N° XX**

Un bon de livraison accompagnera les échantillons. Le bon de livraison sera signé par le réceptionnaire. Ce bon de livraison comportera notamment :

- la référence à l'affaire,
- la date et l'heure de livraison,
- l'identification et le nombre d'échantillons livrés,
- les numéros de lot, le cas échéant,
- le nom du candidat

Le nombre d'échantillons à livrer est fixé à l'annexe 1 « Etat estimatif des besoins » au présent règlement de consultation

L'absence de remise des échantillons entraînera l'irrégularité de l'offre.

5 - 2 - Déroulement des essais

Les essais débuteront après l'ouverture des plis et la recevabilité des candidats.

➤ Pour tous les lots sauf le lot 1 :

Le candidat sera présent pour les essais : ☐ Oui ☒ Non

➤ Pour le lot 1 uniquement :

Le candidat sera présent pour les essais: ☒ Oui ☐ Non

Pour le lot 1 les essais se dérouleront à l'UCPA du CHU de Montpellier.

Les essais se dérouleront après la date limite de remise des offres.

Les essais se déroulent sur une semaine par candidat et ils débuteront chaque lundi.

Un ordre de passage sera défini à la réception des offres et les candidats seront contactés par La Direction des Achats et des Approvisionnements du CHU de Montpellier dès la recevabilité des offres.

Pour des raisons d'organisation, les dates de convocation seront fermes et ne pourront faire l'objet de modifications à la demande des candidats.

Chaque société débutera l'essai le lundi, désinstallation des équipements en place et installation du dispositif du candidat.

Le candidat sera présent uniquement le jour de l'installation pour paramétrer le doseur aux concentrations prévus dans le BPU.

Chaque soumissionnaire veillera à fournir gratuitement les produits en quantité nécessaire pour la semaine.

➤ Pour tous les lots :

Composition du groupe évaluateur :

- Acheteur
- Conseillères techniques
- Responsable et agents de l'UCPA du CHU de Montpellier
- Etablissements du GHT

5 - 3 - Fin des essais ou démonstrations

-Les échantillons donneront lieu au versement d'une prime. ☐ Oui ☒ Non

-Les échantillons et/ou spécimens du candidat retenu seront restitués

☐ Oui ☒ Non

-Les échantillons des candidats rejetés seront restitués :

☐ Oui ☒ Non

5 - 4 - Visite des locaux

Le CHU organise des visites de ses locaux et des installations concernées par la consultation, avant la remise des offres.

☐ Oui ☒ Non

6 - 1 - Dispositions relatives aux sous-traitants (lots 1 et 3 uniquement)

Le titulaire d'un marché public de travaux, services ou fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, et signé le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

6 - 2 - Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

A l'attribution du marché public,

La personne publique n'imposera aucune forme de groupement.

Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

6 - 3 - Présentation des plis

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L.2132-2 et R 2132-7 du code de la commande publique)



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom ...) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.

NB : une tolérance est accordée pour la signature des pièces suivantes :

- L'acte de sous-traitance (DC4), concernant la signature du sous-traitant
- Annexe Sanctions russes
- Lettre d'engagement PAD
- Pouvoirs du candidat et habilitations du cotraitant



Il est souhaitable que les candidats respectent les noms de fichiers et l'indexation suivante : <nom du fichier>_ <nom du fournisseur> conformément au tableau joint en annexe au règlement de la consultation « modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée »

6 - 4 - Contenu des plis

Le pli du candidat contient **IMPERATIVEMENT** les documents suivants **obligatoirement présentés en français ou accompagnés d'une traduction en français.**

CANDIDATURES	OFFRES (de base et variantes le cas échéant)
- DUME Ou	- L'acte d'engagement complété. La signature électronique de l'acte d'engagement est obligatoire uniquement pour l'attribution du marché. - Dans l'hypothèse où, pour justifier de ses capacités, le candidat

<p>- Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent et</p> <p>- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire joint ou formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent)</p> <p>NOTA : En cas de candidature groupée, le formulaire "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement" joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement.</p> <p><u>Capacités professionnelles et techniques :</u></p> <p>- Une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.</p> <p>- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;</p> <p><u>Capacité économique et financière</u></p> <p>- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;</p> <p>Le cas échéant, pouvoir de signature de la personne habilitée (signé de préférence électroniquement, à défaut manuscritement)</p>	<p>souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants et/ou dans le cas où le candidat présenterait un sous-traitant dans son dossier d'offre, le ou les actes de sous-traitance de ou des opérateurs économiques concernés, complété(s). La signature de ce (ou ces) document(s) par le candidat et son (ou ses) sous-traitant(s) sera de préférence électronique, à défaut elle sera manuscrite pour le sous-traitant.</p> <p>Préciser l'adresse de messagerie électronique dans l'acte d'engagement</p> <p>ET</p> <p>Les annexes financières de l'acte d'engagement complétées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « bordereau de prix », - « remise », - « Ristourne (Pourcentage de ristourne sur le -chiffre d'affaire) <p>- l'annexe cadre de réponse développement durable</p> <p>En cas d'absence totale de réponse aux items Développement Durable (de préférence selon le format ci-dessous), l'offre du candidat sera déclarée irrégulière</p> <p>- L'offre technique composée des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du(es) cadre(s) de réponse technique Annexe 3 et/ou 4 du CCTP, • Fiche technique détaillée de la composition du produit datée (qui sera remis au médecin du travail), • Fiche technique précisant les conditions d'utilisation du produit (concentration, temps d'action, température de l'eau); les conditions de conservation, les incompatibilités vis-à-vis des matériaux, • La fiche de données de sécurité le cas échéant, • Les certificats de conformité aux normes, aux matériels et qualification mentionnées dans l'offre, • Des informations sur les démarches répondant à la réglementation biocide, • Des informations relatives à la biodégradabilité des produits le cas échéant. • Pour les sous/lots 1.1 à 1.4 d'un certificat d'un organisme indépendant certifiant un label éco responsable ou d'une certification écologique ou équivalent, <p>Fournir de préférence le document en .pdf.</p> <p>- Chaque candidat précisera, dans le cadre de réponse technique (annexe 3 et/ou 4 du CCTP), les conditions de stockage des produits et la durée de péremption à partir de l'ouverture à indiquer dans l'annexe</p> <p>- Pour le lot 1 : Les techniciens intervenant sur site doivent avoir été formés à la sécurité électrique et doivent disposer de l'Habilitation électrique</p>
---	--

	<p>- La lettre d'engagement (signée de préférence électroniquement par le candidat, à défaut manuscritement) à signer le contrat d'adhésion au portail PAD ou qu'il a déjà signé un contrat d'adhésion au portail PAD ou le contrat d'affiliation PROACTIS (adhésion au portail PAD) complété et signé</p> <p>- Le tarif et le catalogue du fournisseur ne sera exigé que pour les candidats qui seront titulaires du marché public.</p> <p>Si ce catalogue public est disponible sur le portail électronique d'approvisionnement "PAD" (article 1.7. du CCAP), le fournisseur n'aura pas à le fournir. Si ce catalogue public permet des liaisons électroniques vers des fiches produit, le fournisseur n'aura pas à les fournir.</p> <p>L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » à compléter et signer de préférence électroniquement, le cas échéant manuscritement</p>
--	--

POUR LA CANDIDATURE :

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, il devra produire les pièces relatives à ces intervenants visés au présent article ci-dessus.

POUR L'OFFRE :

En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

En application des dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

L'absence de renseignement du pourcentage de remise dans l'annexe « remise » ou l'absence de remise du document renseigné sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

➤ Pour tous les lots sauf le lot 1 :

L'absence de remise du document « ristourne » renseigné sera considérée comme équivalent à une ristourne égale à 0.

➤ Pour le lot 1 uniquement

En cas d'absence de remise du document « ristourne » renseigné les taux de ristourne indiqués en annexe seront appliqués

En cas de modification des taux à la baisse ou de suppression de ces derniers l'offre sera déclarée irrégulière

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la signature de l'acte d'engagement, ni, le cas échéant (si le candidat souhaite faire prévaloir les capacités d'un ou plusieurs sous-traitants et/ou dans le cas où le candidat présenterait un sous-traitant dans son dossier d'offre), du ou des actes de sous-traitance au dépôt de l'offre ; seul le candidat classé en 1^o position sera tenu de le signer électroniquement et de fournir le ou les actes de sous-traitance de ou des opérateurs économiques concernés, signé(s) de préférence électroniquement, à défaut manuscritement par le sous-traitant.

Toutefois, afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les candidats sont vivement invités à fournir, dès la remise de l'offre :

- un acte d'engagement signé électroniquement
- le cas échéant, un ou des actes de sous-traitance signés de préférence électroniquement, à défaut manuscritement par le sous-traitant



A l'issue de la procédure de passation, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui n'aurait pas déposé :

- un acte d'engagement signé électroniquement
- et, le cas échéant, un ou des actes de sous-traitance signés de préférence électroniquement, à défaut manuscritement par le sous-traitant

sera invité à régulariser son offre en signant, **sous 10 jours maximum** :

- son acte d'engagement électroniquement
- et, le cas échéant, à fournir le ou les actes de sous-traitance signés de préférence électroniquement par les deux parties, à défaut manuscritement par le sous-traitant, ainsi que par le(s) opérateur(s) économique(s) concernés.

A défaut, le marché ne pourra pas lui être attribué et ce dernier sera attribué au candidat dont l'offre a été classée en seconde position.

Compte tenu des délais d'obtention des certificats de signature électronique, les candidats qui n'en possèderaient pas sont invités à s'en procurer un d'ores et déjà afin d'être en mesure de répondre à une éventuelle demande de régularisation sur ce point.

6 - 5 - Envoi et réception des plis



Pour les consultations alloties, et pour les candidats qui soumissionnent à plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur impose un dépôt comportant l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.

Pour ce faire, les candidats doivent, préalablement à tout dépôt, sélectionner l'ensemble des lots pour lesquels ils souhaitent déposer une offre.

Ils procèdent ensuite au dépôt des pièces constituant leur offre sur chaque lot auquel ils soumissionnent.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu sera ouvert, étant rappelé que ce dernier doit comporter l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.

Les autres plis, précédemment déposés par l'opérateur économique, seront rejetés sans avoir été ouverts.

En conséquence, en cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre, le candidat devra, pendant la période de remise des offres, renvoyer l'intégralité de son dossier de candidature et d'offre, et ce, pour l'ensemble des lots auxquels il soumissionne.

LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (Cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, Transporteur...) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Achats généraux
Bureau BEL 1B134
1 place Jean Baume
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5

ARTICLE 7 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6.4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement, y compris celles des sous-traitants (sous réserve, dans ce dernier cas, de la remise par le candidat, en cas de sous-traitance annoncée dans son dossier de candidature, d'un acte de sous-traitance comme indiqué à l'article 6.4)

ARTICLE 8 - EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

CRITERES	PONDERATION
1. Valeur technique	55 %
2. Prix	40 %
3. Développement durable	5 %

En cas de PSE obligatoires, l'acheteur analyse les offres sur la base d'un tableau tenant compte de l'ensemble des offres et de la ou des PSE obligatoires retenues.

➤ Critère 1 : Valeur technique

L'analyse technique des produits se fera à partir des fiches techniques des produits fournis par le candidat, du cadre de réponse technique (annexe 3 et/ou 4 du CCTP) et sur les résultats des tests effectués à partir des échantillons (le cas échéant) transmis par le candidat.

❖ Lots 1, 3 et 4 :

Lot 1 : Fourniture de produits d'hygiène et d'entretien spécifiques à la restauration avec mise à disposition, installation et maintenance des appareils de dosage

Lot 3 : Fourniture de produit détergent pour une centrale de dosage de conception ECOLAB avec maintenance préventive et corrective et Mise à Disposition un système conçu pour faciliter le transport, le stockage et la manipulation des futs

Lot 4 : Fourniture de produit nettoyant et rinçage des fours automatiques avec système auto nettoyant de marque CONVOTHERM

Ce critère comporte 3 sous critères d'importance égale :

- **Sous-critère 1 : Performance du produit :** *efficacité du dosage, élimination des résidus, absence de traces, temps d'action.*
- **Sous-critère 2 : Adaptabilité à l'emploi :** *ergonomie, facilité de préparation et d'utilisation*
- **Sous-critère 3 : Garantie de la sécurité :** *tolérance cutanée, respiratoire et oculaire, lisibilité des étiquettes*

❖ Lot 2 : Fourniture de brosseuse pour nettoyage intensif

Ce critère comporte 2 sous critères d'importance égale :

- **Sous-critère 1 : Performance du produit :** *efficacité, qualité des matériaux, robustesse*
- **Sous-critère 2 : Adaptabilité à l'emploi :** *facilité d'utilisation et ergonomie*

❖ Lots 5, 6, 7 et 8

Lot 5 : Fourniture de produit nettoyant et rinçage pour fours automatiques avec système auto nettoyant de marque frima/rational

Lot 6 : Fourniture de produits d'entretien pour fours automatiques avec système auto nettoyant de marque frima/rational

Lot 7 : Lingettes désinfectantes agréées pour surfaces alimentaires

Lot 8 : Fourniture de produit pour l'entretien de la vaisselle – gamme ménagère

Ce critère comporte 3 sous critères d'importance égale :

- **Sous-critère 1 : Performance du produit** – efficacité, rendu final
- **Sous-critère 2 : Adaptabilité à l'emploi** : facilité d'utilisation, ergonomie
- **Sous-critère 3 : Garantie de la sécurité** : tolérance cutanée, respiratoire et oculaire, lisibilité des étiquettes

Pour tous les lots, les sous-critères seront notés de 1 à 5 et affectés de leurs coefficients de pondération respectifs :

- Très satisfaisant : 5,
- Satisfaisant : 4,
- Acceptable : 3,
- Insuffisant : 2,
- Très insuffisant : 1.

Calcul de la note technique

✓ **Pour tous les lots**

Une note technique globale sera obtenue en additionnant les notes pour chaque sous-critère.

La note de ce critère sera calculée selon la formule suivante :

Note attribuée au candidat = coefficient de pondération X	Note technique globale obtenue par le candidat
	<hr/> Note technique globale maximale pouvant être obtenue

➤ **Critère 2 : Prix :**

➤ Pour tous les lots sauf le lot 3 :

La note de ce critère sera calculée selon la formule suivante :

Note attribuée au candidat = coefficient de pondération X	Prix* le plus bas
	<hr/> Prix* proposé par le candidat

* Le calcul du prix sera fait par lot, en tenant compte des quantités annoncées dans l'annexe 1 RC

➤ Pour le lot 3 :

Le critère prix se décompose en 2 sous critères :

➤ Sous-critère 1 : prix de la composante 1 (fournitures de détergents) : 80%

Le prix sera obtenu en faisant la somme des prix unitaires TTC de la référence multipliée aux quantités indiquées dans l'annexe 1 au RC

Une note sera attribuée de la façon suivante :

$$\frac{\text{Prix total consommation annuelle TTC le plus bas}}{\text{Prix total consommation annuelle TTC proposé par le candidat}} \times 80\%$$

➤ Sous-critère 2 : prix de la composante 2 (maintenance) : 20%

Le prix correspond au forfait mensuel de maintenance en € TTC.

La note sera attribuée de la façon suivante :

$$\frac{\text{Forfait TTC le plus bas}}{\text{Forfait TTC proposé par le candidat}} \times 20\%$$

La note du critère prix sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chaque sous/critère multipliées par le coefficient du critère soit 40%

➤ **Critère 3 développement durable**

La note attribuée sera la somme des notes obtenues par items suite aux réponses apportées à l'annexe 2 au RC - Cadre de réponse développement durable pour tous les lots.

La note de ce critère sera calculée selon la formule suivante :

Note attribuée au candidat = coefficient de pondération X	$\frac{\text{Note technique globale obtenue par le candidat}}{\text{Note technique globale maximale pouvant être obtenue (13)}}$

Une note finale correspondant à la somme des notes obtenues par critère sera établie.

Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale. Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.

ARTICLE 9 - VARIANTES

9 - 1 - Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées : ☐ Oui ☒ Non

9 - 2 - Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives)

➤ Pour tous les lots sauf les lots 1.1 et 1.2 :

Variantes proposées par l'acheteur : ☐ Oui ☒ Non

➤ **Pour les lots 1.1 et 1.2 UNIQUEMENT :**

Variantes proposées par l'acheteur :

☒ Oui

☐ Non

Obligatoires ? ☒ Oui

☐ Non

Les variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur sont détaillées à l'annexe 1 au CCTP.

ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux articles L2141-2 et 3, R2143-7 à 10 et R 2144-4 du code la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

En cas de sous-traitance, le candidat doit transmettre ces documents pour le ou les sous-traitants.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, Les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivants :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;

Conformément à l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 11 - NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord cadre au titulaire via la plateforme électronique

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

12 - 1 - Instances chargées des procédures de recours contentieux

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 02
Tel : 04 67 54 81 00
Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

12 - 2 - Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.